



## Les grands titres:

- Ukraine : l'ONU déplore l'impasse diplomatique sur fond de regain des combats
- Centrafrique : des enquêteurs de l'ONU appellent à créer un tribunal international
- Burundi : en cette année électorale, l'ONU appelle à consolider la paix
- L'ONU se félicite du transfèrement d'un chef de la LRA à la CPI à La Haye
- Anniversaire de la libération d'Auschwitz : Jan Eliasson appelle à faire plus pour prévenir les génocides
- Myanmar : l'ONU condamne les insultes proférées contre une experte des droits de l'homme
- Ebola : il faut trouver 1 milliard de dollars pour financer la lutte contre l'épidémie
- Madagascar : l'ONU lance un appel d'urgence à financer la lutte contre les criquets
- Centrafrique : le Coordonnateur humanitaire appelle à la libération d'une Française enlevée à Bangui
- Investir pour éliminer la faim est fondamental pour l'économie, selon le PAM

## **Ukraine : l'ONU déplore l'impasse diplomatique sur fond de regain des combats**



**21 janvier** - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, a exprimé mercredi sa vive inquiétude devant le Conseil de sécurité concernant la situation dans l'est de l'Ukraine, où les combats se sont intensifiés ces derniers jours.

« Après des semaines de calme relatif, le Conseil se réunit aujourd'hui alors que l'est de l'Ukraine connaît les pires affrontements depuis le cessez-le-feu et le Protocole de Minsk convenus le 5 septembre », a dit M. Feltman devant les 15 membres du Conseil.

Selon lui, des signes encourageants de progrès, comme l'échange de centaines de prisonniers, ont rapidement été éclipsés par le regain des combats et l'aggravation de l'impasse politique.

« L'Ukraine, comme ses voisins et la région, ne peut pas se satisfaire du statu quo actuel », a souligné le chef des affaires politiques de l'ONU.

Les combats de ces derniers jours étaient initialement concentrés autour de l'aéroport de Donetsk, mais le nombre de morts et de blessés augmente rapidement alors que la violence se propage à travers les régions de Donetsk et de Louhansk, a-t-il noté.

La situation humanitaire continue de se détériorer, alors que l'Ukraine compte au moins 850.000 citoyens déplacés à l'intérieur du pays et plus de 600.000 réfugiés dans les pays voisins, selon des sources ukrainiennes.

Jeffrey Feltman a jugé regrettable que le regain des combats se soit accompagné de récriminations mutuelles entre Kiev et la Russie et « la poursuite de l'impasse sur le front diplomatique et politique ».

Il a dit souhaiter que la réunion ce mercredi à Berlin au niveau ministériel « aboutisse aux progrès nécessaires pour un retour à la mise en œuvre de Minsk ».

« La diplomatie doit réussir », a déclaré M. Feltman.

## Centrafrique : des enquêteurs de l'ONU appellent à créer un tribunal international



**21 janvier** - Deux membres de la Commission internationale d'enquête sur la République centrafricaine ont appelé mercredi à la création d'un tribunal « véritablement international » chargé de poursuivre les auteurs de crimes de guerre commis dans ce pays.

« Nous sommes ici pour dire que nous avons des recommandations à faire au Conseil de sécurité et au Secrétaire général mais aussi à l'Union africaine et au gouvernement centrafricain », a dit Fatimata M'Baye lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU au côté d'un autre membre de la Commission d'enquête, Philip Alston.

« Nous pensons que pour que ce conflit ne s'aggrave pas à nouveau, la communauté internationale doit agir rapidement contre ceux qui violent les droits de l'homme et le droit humanitaire », a-t-elle ajouté.

Mme M'Baye et M. Alston ont rappelé que des crimes de guerre ont été commis par toutes les parties impliquées dans le conflit qui déchire la République centrafricaine.

La Commission d'enquête a été mise en place par le Conseil de sécurité de l'ONU en 2013. Outre Mme M'Baye et M. Alston, elle compte un troisième membre, Bernard Acho Muna, qui la préside.

M. Alston a déclaré que le plus récent rapport de la commission recommande fortement la mise en place de mécanismes de lutte contre l'impunité, notamment l'établissement d'un tribunal « pleinement international » pour enquêter sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

Il a souligné que les Nations Unies discutent actuellement de la création d'un tribunal de cette sorte pour poursuivre les acteurs politiques qui ont commis ces crimes.

## Burundi : en cette année électorale, l'ONU appelle à consolider la paix



**21 janvier** - Face à la montée des tensions politiques en cette année électorale au Burundi, et en dépit de progrès significatifs en matière de consolidation de la paix, le gouvernement du pays doit s'efforcer d'ouvrir l'espace politique s'il tient à éviter tout retour en arrière, a déclaré mercredi le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Jeffrey Feltman.

S'exprimant devant les membres du Conseil de sécurité de l'ONU à l'occasion d'une réunion sur la situation au Burundi, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a tout d'abord pris acte de la relève, le 1er janvier dernier, du Bureau des Nations Unies au

Burundi (BNUB) par la Mission d'observation électorale des Nations Unies au Burundi (MENUB), dont le mandat sera d'assurer un suivi du processus électorale dans le pays, avant, pendant et après les élections de 2015.

M. Feltman a cependant regretté l'absence de participation des autorités burundaises à la cérémonie d'inauguration de la MENUB en raison d'un retard dans la signature de l'accord sur le statut de la mission. Il a précisé que l'ONU avait signé l'accord la veille, mardi 20 janvier, et attendait désormais la signature du gouvernement burundais.

Les élections de 2015 pourraient couronner de succès les efforts de consolidation de la paix entrepris au Burundi depuis la

signature de l'Accord d'Arusha en 2000, a déclaré le Secrétaire général adjoint, à condition notamment que le gouvernement burundais s'efforce d'ouvrir l'espace politique aux partis d'opposition et de créer un climat propice à la tenue d'élections libres et régulières. M. Feltman a également appelé l'opposition à prendre part au processus électoral et à recourir exclusivement à des moyens pacifiques pour régler les différends politiques.

Le Secrétaire général adjoint s'est félicité des progrès significatifs enregistrés au Burundi en matière de consolidation de la paix, notamment grâce à l'engagement des pays de la région des Grands Lacs, des Nations Unies et des partenaires internationaux, tout en saluant également la diminution des incidents armés à la frontière entre le Burundi et la République démocratique du Congo (RDC) depuis juillet dernier.

En dépit de ces avancées, M. Feltman a déploré une certaine érosion au sein du pays de « l'esprit d'Arusha », caractérisé par la recherche du dialogue, du consensus et du règlement pacifique des différends. Cette évolution, a-t-il précisé, s'est notamment manifestée par l'adoption de lois restreignant les libertés d'assemblée et d'expression et par des actes d'intimidation et de violence à l'encontre des partisans de l'opposition.

Afin d'éviter que les élections à venir se traduisent par une montée des tensions, le Secrétaire général adjoint a par conséquent invité le gouvernement du pays à permettre aux institutions démocratiques de jouer pleinement leur rôle et à mettre fin à la corruption et aux violations des droits de l'homme, sources de mécontentements au sein de la population, notamment via la professionnalisation des institutions judiciaires et de maintien de l'ordre.

## L'ONU se félicite du transfèrement d'un chef de la LRA à la CPI à La Haye



**21 janvier** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité se sont félicités du transfèrement mardi du commandant de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) Dominic Ongwen à la Cour pénale internationale (CPI), à La Haye, aux Pays-Bas.

M. Ongwen, à l'encontre duquel la CPI a délivré un mandat d'arrêt pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre, s'était rendu le 6 janvier en République centrafricaine.

Le Secrétaire général et le Conseil de sécurité ont salué la coopération entre les gouvernements de la République centrafricaine, de l'Ouganda, des États-Unis, de la Belgique et des Pays-Bas, ainsi que de l'appui accordé par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), la Force régionale d'intervention de l'Union africaine et la CPI pour faciliter ce transfèrement.

Selon Ban Ki-moon, ce transfèrement marque une étape importante dans la lutte contre l'impunité, M. Ongwen étant le premier commandant de la LRA à comparaître devant la Cour. « C'est un pas en avant pour les efforts destinés à rendre justice aux milliers de victimes des violences perpétrées par la LRA en Ouganda, au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo (RDC) et en République centrafricaine au cours des 28 dernières années », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse publiée mardi soir.

M. Ban a rendu hommage « aux efforts courageux de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine » et a exhorté tous les pays contributeurs de troupes et les gouvernements de la région à rester impliqués dans les efforts pour mettre un terme à la menace que pose la LRA et à assurer la comparution devant la justice de son dirigeant, Joseph Kony.

Dans une déclaration à la presse publiée mardi soir, le Conseil de sécurité a également estimé qu'il s'agissait « d'un développement positif pour la justice pénale internationale et la lutte contre l'impunité ».

Les membres du Conseil ont réclamé un arrêt immédiat de toutes les attaques par la LRA et exhorté le groupe armé « à libérer toutes les personnes enlevées, à désarmer et à démobiliser ». Ils ont rappelé que les mandats d'arrêt contre d'autres chefs de la LRA, dont Joseph Kony, n'ont toujours pas été exécutés. Ils ont appelé tous les États à coopérer avec les

gouvernements concernés et la CPI pour traduire en justice les responsables de ces crimes.

La Procureur de la CPI, Fatou Bensouda, s'est aussi félicitée du transfèrement de Dominic Ongwen.

« Le transfèrement de Dominic Ongwen nous rapproche un peu plus de notre objectif : faire cesser le règne de la terreur imposé par la LRA dans la région des Grands Lacs », a-t-elle dit dans un communiqué de presse publié mercredi. « Depuis plus d'un quart de siècle, la LRA, placée sous le contrôle de Joseph Kony et de son haut commandement, auquel appartenait Ongwen, terrorise la population du nord de l'Ouganda et des pays voisins. Ses membres auraient tué des dizaines de milliers de personnes et seraient à l'origine du déplacement de millions d'autres; ils ont terrorisé des civils, enlevé des enfants et les ont contraints à tuer et réduits à l'esclavage sexuel. Ils ont démembré et atrocement défiguré hommes, femmes et enfants ».

Mme Bensouda a souligné que son enquête « fait apparaître que Dominic Ongwen était un commandant de haut rang au sein de la LRA et qu'il figure parmi les personnes portant la plus lourde part de responsabilité dans des crimes relevant de la compétence de la CPI ».

« Sa remise à la Cour adresse un message ferme et sans équivoque : peu importe le temps qu'il faudra pour y parvenir, le Bureau du Procureur ne s'avouera pas vaincu tant que les auteurs des crimes les plus graves touchant la communauté internationale n'auront pas rendu de comptes à la justice pour les crimes ignobles qu'ils ont commis », a-t-elle ajouté.

## **Anniversaire de la libération d'Auschwitz : Jan Eliasson appelle à faire plus pour prévenir les génocides**



**21 janvier** - A la veille du 70<sup>ème</sup> anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau, le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, a appelé mercredi les Etats membres à faire davantage pour prévenir les génocides, rappelant que ceux-ci n'arrivent pas en un jour.

Le camp allemand nazi de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Birkenau a été libéré le 27 janvier 1945. Ce site est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

« Le génocide ne peut se produire que lorsque nous ignorons les signaux d'alerte et que nous ne voulons pas agir », a dit M. Eliasson lors d'une manifestation organisée au siège de l'ONU par la Mission permanente de Pologne à New York.

« Le génocide n'arrive pas en un jour. Le génocide est le résultat de processus se déroulant au cours du temps et de conditions qui leur permettent de se développer. Le défi auquel nous sommes confrontés est de mettre fin à un stade précoce à ces processus et aux conditions qui les alimentent », a-t-il ajouté.

Selon lui, « les Etats membres doivent faire plus pour anticiper et répondre aux facteurs de risque ». « L'éducation est une nos meilleures défenses contre les préjugés qui peuvent mener à la violence extrême », a-t-il ajouté.

« La communauté internationale doit se tenir prête à protéger les populations du génocide et d'autres crimes atroces en aidant les Etats à remplir leurs responsabilités ou en réagissant quand les Etats ne le font pas », a encore dit le Vice-Secrétaire général.

Selon lui, cet anniversaire en hommage aux victimes de l'Holocauste doit être l'occasion de réfléchir collectivement comment la communauté internationale peut tirer les leçons de ce génocide et de ceux commis au Cambodge, au Rwanda et à Srebrenica afin de prendre des mesures concrètes de prévention.

De son côté, l'UNESCO a annoncé qu'elle allait organiser mardi 27 janvier une cérémonie à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Une table ronde aura également lieu pour examiner les enjeux de la transmission de

l'histoire et de la mémoire du génocide plus de trois générations après les faits.

## Myanmar : l'ONU condamne les insultes proférées contre une experte des droits de l'homme



**21 janvier** - Suites aux insultes dont a fait l'objet une experte de l'ONU en visite au Myanmar afin d'évaluer la situation des droits de l'homme dans le pays, le chef des droits de l'homme des Nations Unies a fermement condamné mercredi cette attaque personnelle ainsi que toute forme d'incitation à la haine contre un envoyé de l'Organisation.

« Le langage sexiste insultant utilisé à l'encontre de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Yanghee Lee, par un moine influent, lors de la visite officielle de Mme Lee dans le pays est totalement inacceptable », a commenté le Haut-

Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, dans une déclaration de presse à Genève.

Selon la presse, le moine birman Ashin Wirathu, considéré comme le leader du mouvement nationaliste antimusulman au Myanmar, a fustigé vendredi 16 janvier la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans le pays à l'occasion d'un discours prononcé au Parc Kyeikkasan, aux environs de Rangoon, dans lequel il a notamment accusé Mme Lee de partialité envers la minorité rohingya du pays, de confession musulmane.

« Il est intolérable pour les Rapporteurs spéciaux de l'ONU d'être traités de la sorte et j'appelle les autorités religieuses et politiques au Myanmar à condamner sans équivoque toutes les formes d'incitation à la haine, y compris cette odieuse attaque personnelle, formulée publiquement contre un expert nommé par l'ONU », a insisté le Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

En vertu de son mandat, a-t-il ajouté, Mme Lee s'était rendue dans le pays pour aborder des questions clés liées aux droits de l'homme et à la situation des minorités dans le pays, en particulier de la communauté musulmane rohingya.

« A cette occasion, elle a exprimé son admiration face à l'engagement des dirigeants interreligieux à travailler ensemble dans la ville de Lashio, dans le nord de l'Etat de Shan, en faveur du maintien de relations pacifiques entre les communautés », a précisé M. Zeid, ajoutant que Mme Lee avait aussi manifesté son inquiétude face à la situation dans l'Etat Rakhine et au sort des musulmans déplacés vivant dans des camps dans des conditions très difficiles. La Rapporteuse spéciale a également exprimé ses préoccupations face à quatre projets de loi sur le point d'être adoptés par les autorités du pays, dont certaines dispositions vont à l'encontre des normes internationales des droits de l'homme et risqueraient d'institutionnaliser la discrimination contre les minorités religieuses et ethniques.

« Au lieu d'attaquer personnellement Mme Lee, j'invite les chefs religieux, communautaires et politiques au Myanmar à s'attaquer aux causes des préoccupations qu'elle a soulevées », a exhorté en conclusion M. Zeid.

## Ebola : il faut trouver 1 milliard de dollars pour financer la lutte contre l'épidémie



**21 janvier** - Les besoins en financement pour lutter contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest au cours des six premiers mois de 2015 s'élèvent à 1,5 milliard de dollars, dont 500 millions sont déjà disponibles, ont indiqué mercredi deux hauts responsables des Nations Unies.

La Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires, Valerie Amos, et l'Envoyé spécial du Secrétaire général sur Ebola, Dr. David Nabarro, se trouvaient à la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos, en Suisse, pour notamment faire

le point sur les besoins financiers de la lutte contre Ebola.

Ils ont plaidé auprès des bailleurs de fonds internationaux présents à Davos pour qu'ils contribuent au financement du milliard de dollars qui n'a pas encore été trouvé.

« Les fonds serviront à soutenir les efforts des gouvernements nationaux de Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone pour identifier et traiter les personnes touchées par le virus Ebola, pour mettre fin rapidement à l'épidémie, pour rétablir les services sociaux essentiels et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes », a déclaré le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

L'appel de fonds comprend également des fonds nécessaires pour permettre aux pays voisins de réduire le risque d'infection au sein de leur population.

« Les ressources dépensées en 2014 ont contribué au déclin du nombre de nouveaux cas dans les trois pays les plus affectés », a souligné un porte-parole de l'ONU, Farhan Haq, lors d'un point de presse à New York.

« Le travail n'est pas encore terminé. Notre objectif doit être d'arriver à zéro cas et il y a encore du travail à faire. C'est pourquoi un soutien financier et politique est nécessaire. Il n'y a pas de place pour la complaisance », a-t-il ajouté.

## Madagascar : l'ONU lance un appel d'urgence à financer la lutte contre les criquets



La FAO utilise des hélicoptères dans la lutte antiacridienne à Madagascar. Photo: FAO/Annie Monard

**21 janvier** - A Madagascar, la lutte contre l'invasion acridienne risque d'être perdue à cause du tarissement des fonds nécessaires à la poursuite des opérations engagées pour maîtriser les infestations de criquets, s'est inquiétée mercredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Dans un communiqué de presse rendu public à Rome, en Italie, l'agence de l'ONU a déclaré que 10,6 millions de dollars supplémentaires sont nécessaires pour empêcher la résurgence du fléau qui posent un défi majeur à la sécurité alimentaire de 13 millions de personnes dans le pays, notamment pour mener à bien des opérations de prospection et de lutte nécessaires jusqu'à la fin de la saison des pluies, en mai 2015.

« Faute de pouvoir mener à son terme le Programme antiacridien 2013-2016 mis en œuvre par la FAO et le gouvernement malgache, les 28,8 millions de dollars engagés jusqu'à présent ne permettraient pas de se prémunir d'une crise alimentaire qui pourrait affecter une grande partie du pays », a mis en garde la FAO.

L'invasion acridienne, qui avait commencé en 2012, a été stoppée avec succès l'an dernier, a précisé la FAO, mais les risques de résurgence sont élevés durant la saison des pluies « qui offre à ce terrible ravageur des conditions de reproduction idéales ».

« Il convient d'agir maintenant pour faire en sorte que les efforts importants consentis jusqu'à présent, financièrement et techniquement, ne soient pas perdus », a souligné le Directeur de la Division des urgences et de la réhabilitation de la FAO, Dominique Burgeon.

« L'actuelle campagne est primordiale pour accompagner le déclin de l'invasion acridienne, empêcher toute nouvelle flambée d'infestations et arriver à une situation de rémission généralisée », a-t-il ajouté.

De son côté, le Représentant de la FAO à Madagascar, Patrice Takoukam Talla, a déclaré que « les coûts qui découleraient d'un arrêt des activités de lutte antiacridienne seraient bien plus élevés que les sommes dépensées jusqu'à maintenant » et qu'« il est donc essentiel pour la communauté internationale de maintenir le cap et terminer le Programme de réponse d'urgence ».

Selon la FAO, jusqu'à 40% des cultures des régions du sud de Madagascar sont menacées par la crise

acridienne. Plus des trois quarts de la population dans les régions de l'Atsimo-Andrefana et de l'Androy, au sud-ouest et au sud de l'île, sont en effet confrontés à l'insécurité alimentaire qui s'est aggravée par rapport à l'année précédente en raison de la forte diminution de la production de maïs et de manioc, alors que la production de riz est également inférieure à la normale.

## Centrafrique : le Coordonnateur humanitaire appelle à la libération d'une Française enlevée à Bangui



**21 janvier** - Le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies en République centrafricaine par intérim, Mohamed Malick Fall, a appelé les responsables de l'enlèvement d'une employée humanitaire française à Bangui à la libérer immédiatement.

« Mr. Fall et toute la communauté humanitaire en République centrafricaine sont profondément préoccupés par cet enlèvement et condamnent fermement de tels actes visant la communauté humanitaire au moment où les besoins des Centrafricains sont si grands », a déclaré le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires

(OCHA) dans un communiqué de presse publié mardi soir.

« Cet enlèvement menace l'ensemble des efforts humanitaires pour les personnes déplacées et les populations dans le besoin », ajoute le communiqué. « La communauté humanitaire appelle tous les Centrafricains et les forces internationales à travailler à sa libération immédiate et à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire d'urgence aux personnes dans le besoin à travers le pays ».

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a rappelé que « les parties au conflit doivent s'abstenir de toute violence contre les civils, y compris les travailleurs humanitaires, et respecter les principes de neutralité, d'indépendance et d'impartialité et les règles du droit international humanitaire ».

Dix-huit travailleurs humanitaires ont été tués en République centrafricaine depuis janvier 2014 et plus de 130 incidents de sécurité visant des travailleurs humanitaires ont été enregistrés.

## Investir pour éliminer la faim est fondamental pour l'économie, selon le PAM



**21 janvier** - Alors que la réunion annuelle du Forum économique mondial s'est ouverte mercredi à Davos, en Suisse, la Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), Ertharin Cousin, a rappelé aux participants qu'investir pour l'éradication de la faim dans le monde est fondamental pour la santé de l'économie.

« Beaucoup d'entreprises ont déjà identifié et compris le lien crucial entre l'élimination de la faim et le développement de l'économie et le succès commercial, mais il reste encore beaucoup à faire », a déclaré Mme Cousin dans une déclaration à la presse publiée la veille

de la réunion qui doit durer jusqu'au 24 janvier.

« Alors que les leaders de l'économie mondiale se rassemblent à Davos, nous demanderons activement à ce que de plus grands investissements soient faits dans les programmes d'urgence et dans des solutions innovantes pour réussir à éradiquer la faim et la pauvreté dans le monde », a-t-elle ajouté.

La Directrice exécutive du PAM a précisé que des études récentes montrent que pour chaque dollar investi dans la nutrition, jusqu'à 166 dollars de bénéfices peuvent être réalisés. « On atteint rarement un tel retour sur l'investissement, notamment quand il s'agit de sauver des vies et de construire un futur pérenne pour notre monde », a souligné Mme Cousin.

La Directrice exécutive a par ailleurs insisté sur le rôle spécifique et essentiel que jouent les femmes pour éliminer la faim

dans leurs communautés à travers le monde.

En conclusion, Mme Cousin s'est dit enthousiaste sur la façon dont le PAM est en train de modifier son approche quant à l'achat de la nourriture utilisée pour les programmes de l'agence, « afin de donner la priorité aux petits agriculteurs, et ainsi, les aider à rentrer sur des nouveaux marchés pour la première fois ».